

# **Yves Veyrier (FO) : « Un système de protection sociale n'est pas un coût, c'est une richesse »**

Quelles seront les conséquences sociales de la crise du coronavirus ? Entretien avec Yves Veyrier, secrétaire général du syndicat Force ouvrière (FO).

Par [Baptiste Legrand](#)

Publié le [11 avril 2020 à 10h00](#)

La crise sanitaire est aussi une crise économique et sociale. L'épidémie de coronavirus a plongé la France en récession et nul ne sait comment l'activité repartira. Quelles seront les conséquences pour les travailleurs ? « L'Obs » a interrogé les principaux responsables syndicaux. Entretien avec **Yves Veyrier**, secrétaire général de Force ouvrière (FO).

**Lorsque la catastrophe sanitaire due à la pandémie de Covid-19 sera enfin derrière nous, il faudra encore faire face à ses conséquences économiques et sociales... Comment anticipez-vous ce moment ?**

La crise aura d'abord révélé que nos sociétés modernes ne sont pas à l'abri et qu'il nous faut revoir la façon dont on considère nos politiques de santé, en les considérant non pas à travers un prisme économique, mais humanitaire. Il faut soigner « *quoi qu'il en coûte* », c'est certain, mais en permanence, et non pas seulement le temps d'une crise. Cela implique de revenir sur les choix politiques de ces trente dernières années obsédées par le coût budgétaire de la santé et la transformant en bien de consommation. La santé, c'est un bien public, ce n'est pas un marché. On le constate aussi dans les Ehpad, où il existe beaucoup de structures privées, profitables, mais dont la qualité est inégale.

**André Grimaldi : « La santé est devenue une marchandise comme une autre »**  
**Et au-delà du secteur de la santé ?**

Nous voyons bien qu'il est impossible de faire face à la crise sanitaire sans mobiliser l'ensemble des services publics. Les travailleurs des régimes spéciaux ont été trop souvent stigmatisés, mais heureusement qu'ils sont là pour garantir l'approvisionnement énergétique, à commencer pour les hôpitaux !

On s'aperçoit aussi de l'importance des femmes de ménages, des gardes d'enfants, de personnes âgées ou handicapées, tous ces services à la personne... Sans eux, sans cette aide, payée au smic et à temps partiel, les jeunes cadres dynamiques ne peuvent pas exercer leurs professions aux rémunérations bien plus élevées. Ce sont des métiers indispensables – et nous le disions bien avant la crise sanitaire – qui ont plus d'importance, par exemple, qu'un trader sur les marchés financiers.

Gaël Giraud : « Avec cette pandémie, la fragilité de notre système nous expose à la figure »

Ces métiers doivent être reconsidérés, ce qui suppose d'investir en termes de formation et de qualification, au niveau des exigences qu'ils requièrent, et les rémunérer à la hauteur. Il y a aussi tous les métiers de services sous-traités (nettoyage, sécurité), les transports et la manutention, les caissières...

### **Cela suppose d'accepter un coût supplémentaire ? Un particulier doit mieux rémunérer sa femme de ménage ?**

Ce n'est pas un coût dès lors que cela passe par une révision de notre modèle économique. Car on fait face à la crise sanitaire aujourd'hui... mais il y a aussi une crise environnementale et climatique ! Il faut revoir notre modèle en faisant en sorte que la justice sociale en soit l'objectif principal.

### **Faut-il revoir notre modèle économique ?**

Je pense bien sûr à la relocalisation de la production, mais ce n'est pas le seul enjeu. Il faut faire en sorte que l'organisation de l'économie mondiale ne s'appuie pas sur la recherche du moindre coût du travail. Cela passe par des normes. C'est après une autre grande crise, la Première Guerre mondiale, que nous avons créé l'OIT (Organisation internationale du Travail). Et c'est ainsi qu'il y a cent ans, a été établie la semaine de 48 heures – j'ai d'ailleurs eu l'occasion de le rappeler à Emmanuel Macron alors que le gouvernement voudrait faire travailler de façon dérogatoire jusqu'à 60 heures par semaine. Nous pensons que le progrès et la justice sociale se gagnent de façon coordonnée au niveau international, ce n'est pas accessoire, et c'est pour cela que FO est engagée depuis toujours aux niveaux européen et international.

Trois scénarios de sortie de crise du Covid, du plus optimiste au plus noir  
Il faut aussi préserver les protections sociales là où elles existent, et d'abord en France. C'est un combat que mènent les syndicats depuis longtemps. En France, on ne sélectionne pas la personne qu'on soigne en fonction de sa carte bancaire ! Un système de protection sociale n'est pas un coût, c'est une richesse.

**On peut vous reconnaître une certaine constance dans vos propos... mais jusqu'à présent vous avez été peu entendu !**

Ça dépend ! Prenons la question des retraites. On a mobilisé beaucoup de monde. On a fini par convaincre les Français qu'il faut cesser de faire des réformes dont le seul but serait de réaliser des économies sur le dos des gens. J'espère que le gouvernement va abandonner son projet de retraite universelle par points, tout comme j'espère qu'on va revenir sur la réforme de l'assurance chômage.

**Et si la crise sanitaire dure pendant des mois ? S'il faut rester confinés, si les entreprises s'effondrent et que la dette publique explose ? Quel est le scénario de sortie de crise que vous redoutez ?**

Le scénario noir, c'est qu'on revienne comme avant, *business as usual*. Notre rôle d'organisation syndicale, c'est de veiller à ce que cela ne se produise pas. On a été lanceur d'alerte. Même si l'on n'a pas toujours été entendu, on a freiné des évolutions qui nous auraient mis dans des situations encore bien pires. On demeurera intransigeants sur le terrain qui est le nôtre, qui est de représenter les salariés et leurs intérêts. Ça vaut pour la protection sociale, les services publics, les conditions de travail, les rémunérations, la redistribution des richesses produites par l'économie.

C'est pour cela qu'on a prévenu qu'il n'était pas concevable que les grandes sociétés continuent à distribuer des dividendes. On a été insuffisamment entendus. C'est aussi pour cela que nous appelons à une réforme fiscale pour une plus grande progressivité de l'impôt pour mieux redistribuer les richesses. Nous militons aussi pour limiter la spéculation boursière et rediriger les richesses vers l'économie réelle via la taxation des transactions financières.

David Djaïz : « Après cette épreuve, nous devons ralentir la mondialisation »

J'espère qu'on y parviendra. On a créé l'OIT après la Première Guerre mondiale. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on a bâti la Sécurité sociale. J'espère qu'au lendemain de cette crise, on reviendra à d'autres considérations que les seules considérations économiques et financières. Il n'y a pas de raison d'arrêter le progrès social.

Baptiste Legrand